[Français]

Et je me rends compte que la procédure a changé quelque peu depuis.

[Traduction]

... il n'y a pas un seul article ou une seule partie qui ne puisse être remis en question au moyen d'un amendement proposant de renvoyer l'article ou la partie en cause au comité. Cela permet à chacun des députés de voter ou de présenter des arguments à la Chambre pour ou contre un article ou une partie bien précise du bill, et ce par un vote inscrit. Il reste donc au député cette mesure de sauvegarde.

[Français]

Alors, pour résumer, monsieur le président, je dirai qu'il y a sûrement toute une série de précédents qui ont été établis en la matière, tout particulièrement en ce qui concerne les matières relevant du droit criminel. De plus, il y a sûrement un thème assez unique tout au long du bill, étant donné qu'il s'agit vraiment d'un bill visant surtout à mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres.

En fin de compte, monsieur le président, tel que le démontre l'extrait que je viens de citer du compte rendu officiel des *Débats*, les députés auront l'occasion, tant au comité qu'au moment du débat en troisième lecture, de proposer des modifications et de voter pour ou contre les diverses modalités de ce bill. Or j'affirme, monsieur le président, que le bill a été de fait présenté selon le Règlement de la Chambre. Il n'abuse aucunement des privilèges des députés de la Chambre.

[Traduction]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'admets que c'est une question fort difficile à trancher et que les points que vous avez signalés au député de New Westminster (M. Leggatt) ne manquent pas d'à-propos. Mais j'aimerais que vous teniez compte d'un ou de deux autres aspects de la question.

Premièrement, j'estime que l'argument que vient tout juste de nous servir le solliciteur général (M. Fox), et qui est semblable à celui que vous avez invoqué dans le cas de la deuxième lecture, est bien fondé. Même si après la deuxième lecture, en comité plénier ou à l'étape de comité permanent, on peut toujours voter contre certains articles du bill, il n'en demeure pas moins que ce vote est complètement différent de celui qui a lieu lors de la deuxième lecture. Un député ne peut se prononcer qu'une seule fois sur tout le bill au cours de la deuxième lecture. La même chose vaut pour la troisième lecture.

Le solliciteur général prétend qu'un député peut profiter de l'étape de la troisième lecture pour présenter une motion visant à renvoyer le bill au comité et consigner au compte rendu sa position sur un article en particulier. Mais en admettant que pareilles motions soient rejetées, il ne nous reste plus que la troisième lecture pour nous prononcer sur le bill. Le député ne vote qu'une fois pour ou contre toutes les dispositions du bill puisqu'il n'a qu'une seule voix. Je pense donc que cette conclusion-là ne va pas du tout de soi.

Cependant, comme c'est vous qui avez le dernier mot en matière de procédure, c'est à vous qu'il revient de dire si cet argument vaut pour le bill tout comme s'il s'agissait d'une résolution. Permettez-moi de citer quelques phrases prises à la page 380 de May, 19^e édition. J'ai trouvé le même texte dans les éditions antérieures et il se trouve également quelque part dans Beauchesne. Voici ce que dit May:

Code criminel

L'ancienne règle voulant que lorsqu'une question compliquée est présentée à la Chambre, celle-ci peut ordonner qu'une telle question soit divisée, a été interprétée de diverses façons à des époques différentes. A l'origine, la division de questions de ce genre semble avoir exigé un ordre de la Chambre et, en 1770, une motion disant «Qu'il est une règle de la Chambre qu'une question compliquée empêchant un député de souscrire ou de s'opposer librement à n'importe quelle partie de celle-ci doit, s'il y a lieu, être divisée» a été mise aux voix et rejetée sur division. En 1883 encore...

Nous nous approchons de l'époque contemporaine...

... on estimait, d'une façon générale, qu'un député n'avait pas, à titre individuel, le droit d'insister sur la division d'une question complexe. En 1888, toutefois, l'Orateur a rendu la décision d'après laquelle deux propositions dont était alors saisie la Chambre sous la forme d'une seule motion pouvaient être examinées séparément si un député...

N'importe quel député donc...

... voyait objection à ce qu'elles soient étudiées ensemble.

Voilà ce qui avait été décidé en 1888. Je cite May dans sa 19^e édition, la plus récente.

M. Baker (Grenville-Carleton): Le volume est encore recouvert de sa jaquette.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Oui. Voici la suite:

Même si cette décision ne semble pas s'appuyer sur une décision antérieure, elle n'a jamais été contestée depuis. Cependant, une question compliquée ne peut être divisée que si chacune de ses parties est susceptible d'être examinée séparément.

La pratique actuelle semble claire. Autrefois, la question était mise aux voix. Puis, il semble que ce soit l'Orateur qui ait tranché. Ensuite, il a dit qu'un député ne peut pas exiger la division d'une proposition. Enfin, il a dit que si un député la demande en raison de la complexité de la question, cette division de la proposition en plusieurs parties doit avoir lieu.

Après avoir dit tout cela et avoir mentionné des dates, puis-je faire remarquer qu'il y a une apostille *a*) qui s'applique à la phrase se terminant par les mots «n'a jamais été contestée depuis». Cette apostille *a*) qui se trouve au bas de la page, écrite en caractères si petits que je peux à peine la lire, semble faire allusion à des événements qui ne remonteraient qu'à 1968 et 1969. Il est question à la page 1313 d'amendements apportés aux bills.

Cette pratique est devenue courante à Westminster. Il en est question dans May au sujet des bills. Je sais que, dans nos dossiers, on ne mentionne aucun cas où l'Orateur aurait ordonné de diviser un bill parce qu'il contient deux propositions différentes, mais on y trouve, monsieur l'Orateur, la décision prise par MacNaughton en 1964, au sujet de laquelle mon collègue a prétendu que j'avais fait appel au Règlement, décision qui stipulait que la proposition budgétaire devait être divisée.

Il y a également des précédents s'appliquant à des cas identiques ou semblables. Il s'agit de cas qui se sont présentés depuis que Votre Honneur a pris le fauteuil. Il est arrivé deux ou trois fois que Votre Honneur ait ordonné de modifier des bills. Il y a eu le cas du fameux bill que j'aime toujours citer, le bill sur le traitement des députés qui a été amendé en comité, avec l'approbation du gouvernement. Votre Honneur a ordonné de renvoyer le bill. Il y a eu ensuite deux bills sur les subsides que Votre Honneur a ordonné de modifier parce que l'on n'avait pas respecté les règles. Ainsi, Votre Honneur a déjà ordonné que l'on fasse des choses du même genre. Je prétends donc que l'on a déterminé si Votre Honneur avait le droit de faire l'examen d'un bill et d'ordonner qu'on y apporte des changements, et que cette question a été tranchée par une personne non moins compétente que celle qui occupe actuellement le fauteuil.